

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 30 octobre 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un institut supérieur de police", a donné le 6 novembre 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e oktober 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van een hoger politie-instituut", heeft de 6e november 1984 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'avis du Conseil d'Etat doit être visé après l'accord du Ministre du Budget.

Il serait plus conforme à l'usage de fusionner les alinéas 4, 5 et 6 en un seul alinéa contenant la formule de proposition en prenant soin de mentionner les Ministres proposant dans l'ordre des préséances.

DISPOSITIF.Article 1er.

Cet article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 1er.-

Il est créé un institut supérieur de police ci-après dénommé "l'institut".

L'institut est placé sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur".

Article 2.

Il n'est pas à la connaissance du Conseil d'Etat que la qualification d'"officier supérieur" corresponde, dans la police communale, à des grades précis. Selon les informations données au Conseil d'Etat, les grades que les auteurs du projet auraient eus en vue seraient ceux de commissaire en chef et de commissaire. Il s'indiquerait dès lors d'écrire au 1° : "... à la formation continue des commissaires en chef et des commissaires despolices communales et des officiers supérieurs de la gendarmerie".

Si cette suggestion était retenue, il conviendrait d'écrire au 2° : "... entre les commissaires et les officiers visés au 1° ...".

Au 3°, l'expression "de l'appareil policier" devrait être remplacée par "des différents corps de police".

Le 4° serait mieux rédigé comme suit :

"4° de donner des avis sur les questions que le Ministre de l'Intérieur lui soumet".

Article 3.

Le début de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 3.-

Pour remplir ses missions, l'institut organise ...".

Article 4.

Mieux vaudrait écrire :

"Article 4.-

L'institut a un conseil d'administration, un comité de direction et un secrétariat".

.../...

Article 5.

L'expression "haut fonctionnaire" utilisée au paragraphe 1er n'a pas un sens juridique précis. Il serait plus conforme à l'usage d'écrire : "... Il peut déléguer la présidence à un fonctionnaire de son département, revêtu au moins d'un grade du rang ...".

La suite de l'article serait mieux rédigée de la manière suivante :

"§ 2. Le conseil d'administration de l'institut se compose des membres effectifs suivants, désignés par le Ministre de l'Intérieur :

- a) trois représentants de l'administration centrale du département de l'Intérieur, à savoir :
 - le directeur d'administration de la police générale du Royaume;
 - deux fonctionnaires de la même direction d'administration, dont l'un est désigné pour remplir la fonction de secrétaire de l'institut;
- b) deux gouverneurs de province;
- c) deux bourgmestres choisis parmi les bourgmestres des villes d'Anvers, de Bruxelles, de Charleroi, de Gand et de Liège;

.../...

- d) quatre représentants de la police communale, à savoir :
- trois commissaires de police en chef appartenant au corps de police communale d'une des villes visées au c);
 - un délégué de la Fédération nationale des commissaires et commissaires adjoints de police;
- e) quatre représentants de la gendarmerie, à savoir :
- l'inspecteur général;
 - trois officiers généraux ou supérieurs;
- f) toutes autres personnes choisies en raison de leur compétence.

Lors de la désignation, comme membres effectifs, des bourgmestres et des commissaires de police en chef visés à l'alinéa 1er, c) et d), le Ministre assure la représentation de chacune des villes visées à l'alinéa 1er, c).

Le Ministre assigne un suppléant à chaque membre effectif (1).

Le président excepté, le conseil d'administration compte autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise.

.../...

(1) Le fonctionnaire délégué n'a pas été en mesure d'indiquer si la formule proposée, qui est d'usage, correspond aux intentions du Gouvernement. En toute hypothèse, le projet doit indiquer qui est compétent pour désigner les suppléants.

§ 3. Le conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Le mandat des membres est gratuit. Celui des membres de droit, excepté, il est conféré pour une durée de quatre ans et est renouvelable.

§ 5. Pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées, le conseil d'administration peut consulter toute personne ou autorité publique dont il désire connaître l'avis.

§ 6. Le conseil d'administration soumet au Ministre de l'Intérieur :

- 1° les projets et programmes des activités à organiser à l'initiative de l'institut;
- 2° le calendrier annuel des activités;
- 3° les conclusions des activités organisées par l'institut, accompagnées, le cas échéant, de ses observations" (1).

Article 6.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6.-

§ 1er. Le comité de direction se compose :

.../...

(1) Le texte proposé supprime le 4°, qui fait un double emploi manifeste avec l'article 2, 3°.

- 1° du directeur d'administration de la police générale du Royaume, qui dirige le comité;
- 2° d'un commissaire en chef ou commissaire de la police communale et d'un officier supérieur de la gendarmerie, choisis par le conseil d'administration en son sein.

§ 2. Le comité de direction est chargé de la gestion journalière de l'institut. Il présente au Ministre de l'Intérieur la liste des personnalités nationales et étrangères, des officiers de police (1) et des experts qu'il se propose d'inviter à collaborer aux activités de l'institut".

Article 8.

Il semblerait que l'article soit le prolongement de l'article 6, § 2. On se demande, dès lors, pourquoi la terminologie des deux dispositions est différente.

Article 12.

Conformément à l'usage, les Ministres qui proposent l'arrêté en projet doivent être chargés de son exécution et le contresigner.

+

.../...

(1) Le texte proposé reproduit le texte du projet, encore que le Conseil d'Etat s'interroge sur les raisons d'une exclusion des officiers supérieurs de la gendarmerie.

OBSERVATION FINALE.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si la terminologie de l'arrêté en projet ne doit pas être mise en concordance avec l'arrêté royal du 25 juin 1984 organisant le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

AANHEF.

De verwijzing naar het advies van de Raad van State moet na de verwijzing naar het akkoord van de Minister van Begroting komen.

Het zou als werkwijze gebruikelijker zijn de leden 4, 5 en 6 samen te voegen tot één enkel lid dat het voordrachtformulier bevat, waarbij erop moet worden gelet dat de Ministers die het besluit voordragen volgens de orde van voorrang vermeld worden.

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 1.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Er wordt een hoger politie-instituut opgericht, hierna "het instituut" genoemd.

Het instituut staat onder het gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken".

Artikel 2.

Het is de Raad van State niet bekend of er met de benaming "hogere officieren" in de gemeentepolitie wel bepaalde graden overeenkomen. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zouden de stellers van het ontwerp de graden van hoofdcommissaris en commissaris op het oog hebben gehad. Het zou derhalve

.../...

verkieslijk zijn in de tekst onder 1° te schrijven : "... tot de voortgezette vorming van de hoofdcommissarissen en de commissarissen van de gemeentepolitie en van de hogere officieren van de rijkswacht".

Wordt dat voorstel aangenomen, dan behoort in de tekst onder 2° te worden geschreven : "... tussen de in 1° bedoelde commissarissen en officieren ...".

In de tekst onder 3° zou de uitdrukking "het politieapparaat" moeten worden vervangen door de woorden "de verschillende politiekorpsen".

De tekst onder 4° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"4° advies uit te brengen over de kwesties welke de Minister van Binnenlandse Zaken aan het instituut voorlegt".

Artikel 3.

Het begin van dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

Ter vervulling van zijn opdrachten, organiseert het instituut ...".

Artikel 4.

Men schrijve :

"Artikel 4.-

Het instituut heeft een raad van beheer, een directiecomité en een secretariaat".

Artikel 5.

De uitdrukking "hoge ambtenaar", die gebruikt wordt in paragraaf 1, heeft geen bepaalde juridische betekenis. Het zou als werkwijze gebruikelijker zijn te schrijven : "... Hij kan het voorzitterschap overdragen aan een ambtenaar van zijn departement, die ten minste een graad van rang ... bezit".

Verder zou het artikel beter als volgt worden gere-
digeerd :

"§ 2. De raad van beheer van het instituut bestaat uit de volgende, door de Minister van Binnenlandse Zaken aan te wijzen werkende leden :

- a) drie vertegenwoordigers van het hoofdbestuur van het departement van Binnenlandse Zaken, namelijk :
 - de bestuursdirecteur van de Algemene Rijkspolitie;
 - twee ambtenaren van dezelfde bestuursdirectie, waarvan één wordt aangewezen om de functie van secretaris van het instituut te vervullen;
- b) twee provinciegouverneurs;
- c) twee burgemeesters, gekozen uit de burgemeesters van de steden Antwerpen, Brussel, Charleroi, Gent en Luik;
- d) vier vertegenwoordigers van de gemeentepolitie, namelijk :
 - drie hoofdcommissarissen van politie die behoren tot het gemeentelijk politiekorps van één van de in c) bedoelde steden;
 - een afgevaardigde van de Nationale Federatie van commissarissen en adjunct-commissarissen van politie;
- e) vier vertegenwoordigers van de rijkswacht, namelijk :
 - de inspecteur-generaal;
 - drie opperofficieren of hoofdofficieren;
- f) alle andere op grond van hun bevoegdheid gekozen personen.

.../...

Bij de aanwijzing tot werkend lid, van de in het eerste lid, c) en d), bedoelde burgemeesters en hoofdcommissarissen van politie, zorgt de Minister ervoor dat elk van de in het eerste lid, c), bedoelde steden vertegenwoordigd is.

De Minister wijst voor elk werkend lid een plaatsvervanger aan (1).

De voorzitter uitgezonderd, telt de raad van beheer evenwel Nederlandstalige als Franstalige leden.

§ 3. De raad van beheer stelt zijn huishoudelijk reglement op.

§ 4. Het mandaat van de leden is onbezoldigd. Het wordt, behalve voor diegenen die van rechtswege lid zijn, verleend voor de duur van vier jaar en het is hernieuwbaar.

§ 5. De raad van beheer kan ter vervulling van de hem opgedragen taken elke persoon of openbare overheid raadplegen waarvan hij het advies wenst te kennen.

§ 6. De raad van beheer legt aan de Minister van Binnenlandse Zaken voor :

- 1° de ontwerpen en de programma's van de op initiatief van het instituut te organiseren werkzaamheden;
- 2° de jaarlijkse agenda van de werkzaamheden;
- 3° de conclusies van de door het instituut georganiseerde werkzaamheden, en, in voorkomend geval, de opmerkingen van het instituut daarbij (2).

.../...

- (1) De gemachtigde ambtenaar heeft niet kunnen zeggen of de voorgestelde formule, die gebruikelijk is, overeenstemt met de bedoelingen van de Regering. In alle geval moet het ontwerp bepalen wie bevoegd is om de plaatsvervangende leden aan te wijzen.
- (2) In de voorgestelde tekst is de bepaling onder 4°, die kennelijk dupleert met artikel 2, 3°, weggelaten.

Artikel 6.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 6.-

§ 1. Het directiecomité bestaat uit :

- 1° de bestuursdirecteur van de algemene Rijkspolitie, die het comité leidt;
- 2° een hoofdcommissaris of commissaris van de gemeentelijke politie en een hoofdofficier van de Rijkswacht, die door de raad van beheer uit zijn midden worden gekozen.

§ 2. Het directiecomité is belast met het dagelijks bestuur van het instituut. Het legt aan de Minister van Binnenlandse Zaken de lijst voor van de binnen- en buitenlandse prominenten, van de politieofficiëren (1) en van de deskundigen die het voornemens is uit te nodigen voor medewerking aan de werkzaamheden van het instituut".

Artikel 8.

Het lijkt erop dat het artikel de voortzetting is van artikel 6, § 2. Het is derhalve de vraag waarom in de twee bepalingen de terminologie verschillend is.

Artikel 12.

Zoals gebruikelijk is, behoren de Ministers die het ontwerp-besluit voordragen, belast te worden met de uitvoering ervan en dienen zij het mede te ondertekenen.

+

.../...

(1) De voorgestelde tekst neemt de tekst van het ontwerp over, hoewel de Raad van State zich afvraagt waarom de hoofdofficiëren van de Rijkswacht worden uitgesloten.

SLOTOPMERKING.

De Regering behoort na te gaan of de terminologie van het ontworpen besluit niet in overeenstemming moet worden gebracht met die van het koninklijk besluit van 25 juni 1984 tot inrichting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.